



COMPTE RENDU DE CONFERENCE

« Brexit et Trump : Quel avenir pour l'Union européenne ? »

Mardi 4 avril 2017

Avec **Jo Leinen**, Eurodéputé

Ulrich Bohner introduit Jo Leinen, eurodéputé allemand originaire de la Sarre et militant fédéraliste, président du *Mouvement européen international* regroupant des mouvements dans 39 Etats, également président de la délégation du Parlement Européen vers la Chine et membre des commissions parlementaires sur l'environnement, de la santé publique et la sécurité alimentaire, des affaires constitutionnelles et la conférence des présidents de délégations.

La conférence s'est déroulée en deux temps afin d'expliquer les différentes pressions faites à l'Europe. Dans un premier temps, Jo Leinen est revenu sur les **pressions extérieures** que subit l'Union.

Il a d'abord introduit son propos par le vote de la résolution sur le **Brexit** qui aura lieu dès le lendemain de la présente conférence. Décrit comme un moment charnière de la vie de l'UE, Jo Leinen évoque les différentes réactions des eurodéputés face au Brexit. D'un côté, certains disent que c'est peut-être une bonne chose, dans la mesure où les Britanniques ont sans cesse voulu profiter d'une « Europe à la carte ». D'autres affirment que l'UE sortira de cette crise affaiblie, puisque nous sommes dans un processus de mondialisation dynamique, et que la perte d'un membre n'est jamais une chose aisée à combler. Jo Leinen rappelle que la situation est inédite, et que par conséquent, l'UE s'engage sur un terrain nouveau. L'imprévisibilité du Brexit rend la tâche ardue. La façon dont le Royaume-Uni compte sortir de l'Union est également discutable : l'UE souhaite d'abord finir le « divorce » pour entamer par la suite des négociations pour un nouveau partenariat. Ce n'est pas l'avis du Royaume-Uni que souhaite mener les négociations conjointement. De plus, la manière dont sera traité le Royaume-Uni après sa sortie fait encore débat. On ne sait pas si les liens étroits seront maintenus ou si l'Etat sera considéré comme un pays tiers au même titre que le sont actuellement l'Australie et le Canada. Concernant les thèmes principaux qui seront négociés lors de la sortie britannique, Jo Leinen revient sur un point central : la place des trois millions de citoyens européens résidant au Royaume-Uni. Ils seront une priorité dans les négociations, affirme l'eurodéputé.

Jo Leinen a ensuite continué son propos en parlant du Président Trump comme de quelqu'un « [qui] n'y connaît rien à l'UE ». En effet, le nouveau président américain a proposé à des pays membres

d'avoir des accords de commerce bilatéraux, alors que c'est une prérogative de l'UE. Le mépris vis-à-vis de l'Union ainsi que le repli sur soi empreint d'un profond nationalisme sont les fers de lance de Donald Trump. Des sanctions à l'égard de l'UE qu'il accuse de dumpings sont prévues.

A l'Est, c'est Vladimir Poutine qui inquiète Jo Leinen. Il note la visite de la candidate Marine Le Pen au président russe. Le président russe a des visées impérialistes certaines. L'ambition de reformer un empire russe, et donc de maîtriser le fameux « cordon sanitaire » de la Fédération génère des tensions avec les pays européens concernés.

En ce qui concerne les relations entre la Turquie et l'UE, Jo Leinen a reconnu que l'UE a commis un certain nombre de fautes à l'encontre de la Turquie, mais il n'admet pas la position adoptée par Recep Erdogan, qui selon lui est « devenu complètement fou ».

Comme l'a démontré Jo Leinen dans la première partie de son analyse, les pressions externes sur l'UE sont par conséquent importantes.

Dans un second temps, l'eurodéputé a souhaité faire le point sur les pressions internes à l'Union. L'évolution de l'Europe économique vers une union politique a laissé la porte ouverte à des vagues populistes et nationalistes dans l'ensemble des pays membres. Cependant, il faut aussi savoir observer les points positifs relatifs à la politisation de l'Union européenne. Depuis quelques semaines, le Mouvement *Pulse of Europe* a vu le jour et incite les citoyens européens où qu'ils se trouvent à se réunir chaque dimanche afin de manifester leur attachement à l'Europe. Le but est de la faire vivre et ces rassemblements tendent à prouver qu'une majorité d'européens n'acceptent pas de détruire leur avenir dans cette Europe.

Cependant, il semble nécessaire de réformer l'Union Européenne en perte de vitesse. Pour ce faire, Jo Leinen évoque plusieurs pistes :

- Il conviendrait d'avoir un budget commun pour pouvoir mener à bien ces réformes structurelles.
- Dans le rapport Mario Monti, le projet d'une union économique et fiscale permettrait à l'Union d'obtenir des ressources propres.
- Les investissements devraient pouvoir financer la relance économique.
- L'UE doit se doter d'une défense européenne et organiser sa propre sécurité intérieure.

Enfin, la France jouera de fait un rôle encore plus important après la sortie du Royaume-Uni. En effet, c'est le seul pays à posséder l'arme nucléaire et à siéger au Conseil de sécurité de l'ONU de façon permanente.

Les citoyens, selon Jo Leinen, ont besoin d'une Europe qui les protège, et la lutte contre la concurrence (asiatique notamment) doit être une priorité.

Enfin, Jo Leinen demande un droit d'initiative du Parlement européen pour engager une troisième convention afin de réformer l'Union.

S'ouvre ensuite le débat avec les questions du public. **Jack Hanning**, membre de la MESA, s'est dit préoccupé par la question des frontières avec l'Irlande. Jo Leinen affirme qu'on ne veut pas de

nouvelle frontière avec les Irlandais du Nord, mais que l'objectif de Theresa May est un Brexit dur, donc de prendre en considération l'Irlande comme un pays tiers, et de ce fait de rétablir une frontière. Or, les catholiques, dont l'objectif a toujours été l'unification avec l'Irlande, ont pour la première fois remporté les élections en Irlande du Nord. Quant à l'Ecosse, Nicola Sturgeon a fait parvenir à Londres sa demande d'organiser un second référendum sur la sortie de l'Ecosse du Royaume-Uni.

La seconde question de Jack Hanning concerne les 60 milliards de frais réclamés par l'Union européenne au Royaume-Uni. Que recouvrent ces chiffres ? Selon Jo Leinen, la « note de frais » recouvre principalement les obligations des fonds européens qui s'étendent jusqu'à 2023.

Ulrich Bunjes pose la question des perspectives des citoyens de l'UE résidant au Royaume-Uni. Jo Leinen rappelle que ce sera le point prioritaire dans les négociations.

Stefan Kleinsorge pense que le divorce à l'amiable ne sera pas favorable aux citoyens européens. L'impression que c'est Londres qui mène la danse et Bruxelles qui suit lui donne de mauvaises perspectives quant à la suite des négociations. Jo Leinen lui affirme le contraire, expliquant que les chefs politiques à Londres ne s'entendent pas sur une vision commune du Brexit, et que l'essentiel est l'unité des 27.

La question des valeurs de l'UE et du poids que détiennent les institutions pour les faire respecter dans les Etats membres fait grand débat. L'Europe est décrite comme trop économique par une partie de la salle, trop axée sur les valeurs et non sur les actions par une autre. Jo Leinen est d'accord avec la nécessité d'avancer vers toujours plus de politique, et ne donne pas la lutte pour perdue en Hongrie ou en Pologne, où les valeurs européennes ont été mises à mal durant ces derniers mois.

Il conclut le débat par ces mots sincères : « L'espoir meurt le dernier ».